

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1414

[C — 2012/29218]

**29 MAART 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
houdende delegatieverlening aan de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap
voor de rechten van het kind**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 71 van de wetten op de rikscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 betreffende de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

Overwegende dat de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind in staat moet worden gesteld om vrij te kunnen handelen overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2012;

Op de voordracht van de Minister-president;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Delegatie wordt verleend aan de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind om de prerogatieven uit te oefenen bedoeld bij artikel 7, § 1, 1° en 3° tot 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneralen en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap en deze toevertrouwd aan de titularissen van de graden van rang 16 door artikel 52 van hetzelfde besluit.

Wat betreft de prerogatieven bepaald bij artikel 52 waarnaar verwezen wordt in het eerste lid, wordt deze delegatie uitgeoefend op de kredieten bedoeld bij de basisallocatie 01.01.37 van de organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap alsook op het variabele krediet dat opgericht moet worden binnen dezelfde activiteit 37 van het programma 01 van de organisatieafdeling 11.

Art. 2. De Minister-president is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Afschrift van dit besluit wordt aan het Rekenhof overgezonden.

Brussel, 29 maart 2012.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1415

[2012/202623]

**26 AVRIL 2012. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976
organique des centres publics d'action sociale (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, le 3^o de l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 3^o Être inscrit au registre de population de la commune. »

Art. 3. L'article 10 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 10. § 1^{er}. Les sièges au conseil de l'action sociale sont répartis par groupes politiques proportionnellement au nombre de sièges dont chaque groupe politique bénéficie au sein du conseil communal.

La répartition des sièges au conseil de l'action sociale s'opère en divisant le nombre de sièges à pourvoir par le nombre de membres du conseil communal, multiplié par le nombre de sièges détenus par chaque groupe au sein du conseil communal.

Le nombre d'unités indique le nombre de sièges immédiatement acquis.

Le ou les siège(s) non attribué(s) est (sont) dévolu(s) dans l'ordre d'importance des décimales.

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs groupes politiques participant au pacte de majorité, le siège est attribué au groupe politique ayant obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs groupes politiques ne participant pas au pacte de majorité, le siège est attribué au groupe politique ayant obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

Chaque groupe politique, au sens de l'article L1123-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, présente une liste de candidats.

Une liste comprendra autant de candidats qu'il en revient au groupe politique en application des alinéas 1^{er} et 2.

Une liste n'est recevable que pour autant qu'elle soit signée par la majorité des conseillers communaux d'un même groupe politique et qu'elle soit contresignée par les candidats présentés. Lorsqu'elle comporte au moins trois personnes, le nombre de candidats de chaque sexe ne peut dépasser, d'une part, deux tiers du nombre de sièges attribués et, d'autre part, un tiers de conseillers communaux.

Lorsqu'elle ne comporte que deux personnes, il ne peut dépasser la moitié.

§ 2. Si la répartition opérée conformément au § 1^{er} ne confère pas aux groupes politiques participant au pacte de majorité la majorité des sièges au conseil de l'action sociale, il est attribué à ces dernières 5, 6, 7 ou 8 sièges si le conseil de l'action sociale est composé respectivement de 9, 11, 13 ou 15 membres.

Les 4, 5, 6 ou 7 sièges restant sont attribués aux groupes politiques qui ne participent pas au pacte de majorité.

La répartition des sièges visés à l'alinéa 1^{er} au conseil de l'action sociale s'opère en divisant le nombre de sièges revenant aux groupes participant au pacte de majorité par le nombre de membres du conseil communal, multiplié par le nombre de sièges détenus par chaque groupe au sein du conseil communal.

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs groupes politiques participant au pacte de majorité, le siège est attribué au groupe politique ayant obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

La répartition des sièges visés à l'alinéa 2 au conseil de l'action sociale s'opère en divisant le nombre de sièges revenant aux groupes ne participant pas au pacte de majorité par le nombre de membres du conseil communal, multiplié par le nombre de sièges détenus par chaque groupe au sein du conseil communal.

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs groupes politiques ne participant pas au pacte de majorité, le siège est attribué au groupe politique ayant obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

Chaque groupe politique, au sens de l'article L1123-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, présente une liste de candidats.

Une liste comprendra autant de candidats qu'il en revient au groupe politique en application des alinéas 1^{er} et 2.

Une liste n'est recevable que pour autant qu'elle soit signée par la majorité des conseillers communaux d'un même groupe politique et qu'elle soit contresignée par les candidats présentés. Lorsqu'elle comporte au moins trois personnes, le nombre de candidats de chaque sexe ne peut dépasser, d'une part, deux tiers du nombre de sièges attribués et, d'autre part, pas plus d'un tiers de conseillers communaux.

Lorsqu'elle ne comporte que deux personnes, elle ne peut dépasser la moitié.

§ 3. Le vote d'une motion de méfiance concernant l'ensemble du collège ou l'adoption du nouveau pacte de majorité visé à l'article L1123-1, § 5, du Code emporte de plein droit la démission des membres du conseil de l'action sociale, du Bureau permanent et des Comités spéciaux. Ceux-ci restent en fonction jusqu'à la prestation de serment de leur remplaçant.

La répartition des membres du conseil de l'action sociale se fait conformément au § 1^{er}. Si la répartition opérée conformément audit § 1^{er} ne confère pas aux groupes politiques participant au pacte de majorité la majorité des sièges au conseil de l'action sociale, la répartition des membres du conseil de l'action sociale se fait conformément au § 2.

La désignation des membres du Bureau permanent et des Comités spéciaux, autres que le président, se fait conformément à l'article 27, § 6, alinéas 1^{er} à 5 de la loi. »

Art. 4. L'article 11 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 11. § 1^{er}. Le bourgmestre, assisté du secrétaire communal, reçoit les listes le troisième lundi de novembre qui suit les élections communales.

Ils procèdent à l'examen, avec le ou les déposants, de la recevabilité des listes.

Cet examen porte sur :

1^o le respect des conditions prévues aux articles 7 et 9;

2^o le respect des exigences de l'article 10.

La liste qui remplit toutes ces conditions est déclarée recevable.

La liste qui ne remplit pas toutes ces conditions est déclarée irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l'irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de la liste en cause, qui en reçoit ou reçoivent une copie.

§ 2. Le quatrième lundi de novembre qui suit les élections communales, le ou les déposants d'une liste déclarée irrecevable a ou ont la possibilité de déposer une liste remaniée en fonction des motifs d'irrecevabilité.

Après le même examen que celui défini au paragraphe précédent, la liste qui remplit toutes les conditions est déclarée recevable.

§ 3. S'il reste à la clôture une ou plusieurs listes irrecevables, les sièges vacants sont répartis entre les autres groupes politiques conformément à l'article 10. Le président du conseil communal communique aux déposants des listes déclarées recevables le nombre de candidats complémentaires que chaque groupe politique concerné devra proposer en plus lors de la désignation des membres du conseil de l'action sociale.

§ 4. En cas d'adoption d'une motion de méfiance à l'égard du collège communal ou de l'adoption d'un nouveau pacte de majorité, les dispositions des §§ précédents s'appliquent à la nouvelle élection des membres du conseil de l'action sociale. Les jours visés aux §§ 1^{er} et 2 du présent article sont remplacés par le premier et le deuxième lundi qui suivent la réunion du conseil communal au cours de laquelle la motion de méfiance a été adoptée. »

Art. 5. L'article 12 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 12. § 1^{er}. Dès lors qu'un pacte de majorité a été déposé entre les mains du secrétaire communal le 2^e lundi du mois de novembre qui suit les élections, la désignation des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique lors de la séance d'installation du conseil communal de la commune qui constitue le ressort du centre. À défaut de dépôt du pacte de majorité dans le délai susvisé, la désignation des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique du conseil communal de la commune qui constitue le ressort du centre dans les 30 jours qui suivent la réunion du conseil communal au cours de laquelle le pacte de majorité a été adopté. Pour le dépôt des listes de candidats, les jours visés aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 11 sont remplacés par le premier et le deuxième lundi qui suivent la réunion du conseil communal au cours de laquelle le pacte de majorité a été adopté.

§ 2. En cas d'application de l'article 10, § 3, de la présente loi, les nouveaux membres sont désignés conformément à la procédure fixée par le § 1^{er}. »

Art. 6. L'article 13 de la même loi, remplacé par le décret su 8 décembre 2005, est abrogé.

Art. 7. A l'article 14 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "autre que le président" sont insérés entre les mots "lorsqu'un membre" et les mots "cesser de faire partie du conseil";

2° à la suite du même article, la phrase suivante est ajoutée : "Si le membre à remplacer n'a pas la qualité de conseiller communal, son remplaçant ne pourra pas être conseiller communal, à moins que le conseil de l'action sociale compte moins d'un tiers de conseillers communaux."

Art. 8. A l'article 15 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision, un recours devant le Conseil d'Etat est ouvert au conseil communal, au centre public d'action sociale, ainsi qu'aux membres dont l'élection a été annulée et aux tiers intéressés.

Dans les huit jours de la réception de tout recours formé auprès du Conseil d'Etat, le greffier en chef de cette juridiction en informe le Gouvernement, ainsi que le centre public d'action sociale et le conseil communal. Il leur communique l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat.

Lorsqu'une annulation est devenue définitive, il est procédé à une nouvelle élection. »;

2° au § 3, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« A l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le membre peut prendre congé. Il notifie son congé au bureau permanent par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption.

A l'occasion du congé visé à l'alinéa précédent, il est procédé au remplacement pour la durée du congé, conformément à l'article 14, si le groupe politique, qui avait présenté le bénéficiaire dudit congé, le demande. »

Art. 9. L'article 18 de la même loi, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 18. § 1^{er}. Le membre du conseil qui perd l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de la perte de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal.

§ 2. Le membre du conseil qui vient à se trouver dans l'une des situations d'incompatibilité ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte des faits de nature à entraîner l'incompatibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal. »

Art. 10. A l'article 22, § 3, de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa § 1^{er}, les mots "ou absence" sont insérés entre les mots "d'empêchement" et "du président";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les actuels alinéas 2 et 3 :

« Est également considéré comme empêché le président qui prend un congé en application de l'article 15, § 3. »

Art. 11. A l'article 27, § 6, de la même loi, modifié par les décrets du 8 décembre 2005 et du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 6, les mots "autres que le président" sont insérés entre les mots "ou d'un comité spécial" et les mots "prend fin";

2° à l'alinéa 8, les mots "alinéa 4" sont remplacés par les mots "alinéa 6".

Art. 12. L'article 28, § 4, modifié par le décret du 8 décembre 2005, de la même loi est abrogé.

Art. 13. Aux articles 15, § 1^{er}, alinéa 3, 90, 93, § 4, et 112, de la même loi, les mots "députation permanente" sont chaque fois remplacés par les mots "collège provincial".

Art. 14. A l'article 33, § 1^{er}, de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots "le membre du conseil qui le remplace en vertu de l'article 25, § 3" sont remplacés par les mots "le membre du conseil qui le remplace en vertu de l'article 22, § 3".

Art. 15. A l'article 43 de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots "de l'article 52, § 2, de la nouvelle loi communale" sont remplacés par les mots "de l'article L1124-21 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation".

Art. 16. A l'article 44 de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots "prévu à l'article 20" sont remplacés par les mots "prévu à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}".

Art. 17. A l'article 46, § 6, 1^o, de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots "de la députation permanente du conseil provincial" sont remplacés par les mots "du collège provincial".

Art. 18. A l'article 51 de la même loi :

1^o les mots "à l'article 283 de la nouvelle loi communale" sont remplacés par les mots "à l'article 1215-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation";

2^o les mots "énoncées à l'article 282, 1^o et 2^o, de la nouvelle loi communale" sont remplacés par les mots "énoncées à l'article L1215-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation".

Art. 19. A l'article 34bis de la même loi, inséré par le décret du 8 décembre 2005, un alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Par dérogation à l'article 31, ces réunions sont publiques. »

Art. 20. A l'article 88 de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 3 du § 1^{er}, les mots "mémorial administratif" sont remplacés par les mots "Bulletin provincial";

2^o au § 2, les mots "le paiement du minimum de moyens d'existence" sont remplacés par les mots "le paiement du revenu d'intégration".

Art. 21. A l'article 109 de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots "le président du centre d'action sociale" sont remplacés par les mots "le président du conseil de l'action sociale".

Art. 22. A l'article 114, alinéa 5, de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots "A défaut d'arrêté ministériel intervenu dans les délais prescrits" sont remplacés par les mots "A défaut de décision intervenue dans les délais prescrits".

Art. 23. L'article 124 de la même loi, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 124. Les centres publics d'action sociale sont représentés dans les organes de l'association par des membres de leur conseil de l'action sociale. Ces membres sont désignés par le conseil suivant les règles déterminées par l'article 27, § 6, alinéa 2, pour l'élection des membres du bureau permanent.

Les administrateurs représentant les centres publics d'action sociale associés sont de sexe différent. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre de membres du conseil de l'action sociale.

Les administrateurs représentant les centres associés sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils de l'action sociale des centres associés conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il est tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparentement ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmises à l'association avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.

Par contre, il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle de la ou des listes de conseillers déposée(s) par un groupe politique du conseil communal qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

En outre, toute liste de conseillers déposée par un groupe politique démocratique du conseil communal disposant d'au moins un élu au sein d'un des centres associés et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au deuxième alinéa, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné dans tous les cas voix délibérative. En ce cas, la limite du nombre maximal d'administrateurs visée au deuxième alinéa du présent article n'est pas applicable. »

Si un groupe politique démocratique représenté au Parlement wallon et au sein d'une des communes dont le centre public d'action sociale est associé à l'association ne dispose pas d'un siège au conseil d'administration, alors, il est accordé un siège surnuméraire. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné voix consultative dans tous les cas.

Les alinéas 1^{er} à 5 s'appliquent *mutatis mutandis* aux représentants des communes.

Art. 24. Les associations visées à l'article 124 de la loi existant au moment de l'entrée en vigueur du présent décret mettront leurs statuts en conformité avec le présent décret avant le 3 décembre 2012 et ce, sans préjudice de l'alinéa qui suit.

L'application de l'article 23 se fait concomitamment à l'installation des nouveaux conseils d'administration à la suite des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012.

Art. 25. Les articles 7, 2^o, et 8 entrent en vigueur le 3 décembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 avril 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Note

(1) Session 2011-2012.

Documents du Parlement wallon (2011-2012) 568, n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 avril 2012.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSSTIJL

N. 2012 — 1415

[2012/202623]

26 APRIL 2012. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. Artikel 7, eerste lid, 3^o, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« 3^o ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van de gemeente. »

Art. 3. Artikel 10 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 10. § 1. De zetels binnen de raad voor maatschappelijk welzijn worden onder de politieke fracties verdeeld naar verhouding van het aantal zetels waarover elke politieke fractie binnen de gemeenteraad beschikt.

De zetels binnen de raad voor maatschappelijk welzijn worden verdeeld door het aantal in te vullen zetels te verdelen door het aantal gemeenteradsleden, vermenigvuldigd met het aantal zetels waarover elke fractie binnen de gemeenteraad beschikt.

Het aantal eenheden geeft het aantal rechtstreeks verworven zetels aan.

De niet-toegekende zetel(s) wordt (worden) toegewezen in de volgorde van belangrijkheid van de decimalen.

Bij staking van stemmen tussen twee of meer politieke fracties die aan het meerderheidspact deelnemen, wordt de zetel toegewezen aan de politieke fractie met het hoogste kiescijfer.

Bij staking van stemmen tussen twee of meer politieke fracties die niet aan het meerderheidspact deelnemen, wordt de zetel toegewezen aan de politieke fractie met het hoogste kiescijfer.

Elke politieke fractie, in de zin van artikel L1123-1, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie legt een kandidatenlijst over.

Het aantal kandidaten op de lijst stemt overeen met het aantal dat aan de politieke fractie toekomt overeenkomstig het eerst en het tweede lid.

Een lijst is ontvankelijk voor zover ze door de meerderheid van de gemeenteradsleden van eenzelfde politieke fractie getekend en door de voorgedragen kandidaten medeondertekend wordt. Als ze minstens drie personen telt, mag het aantal kandidaten van elk geslacht niet hoger zijn dan twee derde van het aantal toegewezen zetels, enerzijds, en dan één derde van de gemeenteradsleden, anderzijds.

Als ze slechts twee personen telt, mag het niet hoger zijn dan de helft.

§ 2. Als de meerderheid van de zetels binnen de raad voor maatschappelijk welzijn na de overeenkomstig § 1 verrichte verdeling niet toegewezen wordt aan de politieke fracties die aan het meerderheids pact deelnemen, worden aan die fracties 5, 6, 7 of 8 zetels toegewezen als de raad voor maatschappelijk welzijn uit respectievelijk 9, 11, 13 of 15 leden samengesteld is.

De 4, 5, 6 of 7 overblijvende zetels worden toegewezen aan de politieke fracties die niet aan het meerderheids pact deelnemen.

De in het eerste lid bedoelde zetels worden binnen de raad voor maatschappelijk welzijn verdeeld door het aantal zetels dat toekomt aan de politieke fracties die aan het meerderheids pact deelnemen te verdelen door het aantal gemeenteraadsleden, vermenigvuldigd met het aantal zetels waarover elke fractie binnen de gemeenteraad beschikt.

Bij staking van stemmen tussen twee of meer politieke fracties die aan het meerderheids pact deelnemen, wordt de zetel toegewezen aan de politieke fractie met het hoogste kiescijfer.

De in het tweede lid bedoelde zetels worden binnen de raad voor maatschappelijk welzijn verdeeld door het aantal zetels dat toekomt aan de politieke fracties die niet aan het meerderheids pact deelnemen te verdelen door het aantal gemeenteraadsleden, vermenigvuldigd met het aantal zetels waarover elke fractie binnen de gemeenteraad beschikt.

Bij staking van stemmen tussen twee of meer politieke fracties die niet aan het meerderheids pact deelnemen, wordt de zetel toegewezen aan de politieke fractie met het hoogste kiescijfer.

Elke politieke fractie, in de zin van artikel L1123-1, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie legt een kandidatenlijst over.

Het aantal kandidaten op de lijst stemt overeen met het aantal dat aan de politieke fractie toekomt overeenkomstig het eerste en het tweede lid.

Een lijst is ontvankelijk voor zover ze door de meerderheid van de gemeenteraadsleden van dezelfde politieke fractie getekend en door de voorgedragen kandidaten medeondertekend wordt. Als ze minstens drie personen telt, mag het aantal kandidaten van elk geslacht niet hoger zijn dan twee derde van het aantal toegewezen zetels, enerzijds, en dan één derde van de gemeenteraadsleden, anderzijds.

Als ze slechts twee personen telt, mag het niet hoger zijn dan de helft.

§ 3. De stemming van een motie van wantrouwen t.o.v. het gezamenlijke college of de aanneming van het nieuwe meerderheids pact bedoeld in artikel L1123-1, § 5, van het Wetboek heeft van rechtswege het aftreden van de leden van de raad voor maatschappelijk, het vast bureau en de bijzondere comités tot gevolg. Die leden blijven hun mandaat uitoefenen tot hun plaatsvervangers beëdigd zijn.

De leden van de raad voor maatschappelijk welzijn worden verdeeld overeenkomstig § 1. Als de meerderheid van de zetels binnen de raad voor maatschappelijk welzijn na de overeenkomstig § 1 verrichte verdeling niet toegewezen wordt aan de politieke fracties die aan het meerderheids pact deelnemen, worden de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig § 2 verdeeld.

De leden van het vast bureau en van de bijzondere comités die geen voorzitter zijn, worden aangewezen overeenkomstig artikel 27, § 6, eerste tot vijfde lid, van de wet. »

Art. 4. Artikel 11 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 11. § 1. De burgemeester, bijgestaan door de gemeentesecretaris, ontvangt de lijsten op de derde maandag van november na de gemeenteverkiezingen.

Ze onderzoeken, samen met de indiener(s), de ontvankelijkheid van de lijsten.

Dat onderzoek heeft betrekking op :

1° de naleving van de voorwaarden waarin de artikelen 7 en 9 voorzien;

2° de naleving van de vereisten bedoeld in artikel 10.

De lijst die aan al die voorwaarden voldoet wordt ontvankelijk verklaard.

De lijst die niet aan al die voorwaarden voldoet wordt onontvankelijk verklaard. Er wordt onmiddellijk proces-verbaal van de redenen van de onontvankelijkheid opgemaakt. Het wordt medeondertekend door de indiener(s) van bedoelde lijst, die er een afschrift van ontvangt (ontvangen).

§ 2. De indiener(s) van een ontvankelijk verklaarde lijst heeft (hebben) de mogelijkheid om een naar gelang van de redenen van onontvankelijkheid bijgestuurde lijst over te leggen op de vierde maandag van november na de gemeenteverkiezingen.

Na uitvoering van hetzelfde onderzoek als dat omschreven in de vorige paragraaf, wordt de lijst die aan alle voorwaarden voldoet ontvankelijk verklaard.

§ 3. Als één of meer lijsten nog onontvankelijk zijn bij het sluiten van het onderzoek, worden de vacante zetels over de overige politieke fracties verdeeld overeenkomstig artikel 10. De voorzitter van de gemeenteraad geeft de indiener(s) van de ontvankelijk verklaarde lijsten kennis van het aantal bijkomende kandidaten dat elke betrokken politieke fractie zal moeten voordragen bij de aanwijzing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn.

§ 4. In geval van aanneming van een motie van wantrouwen t.o.v. het gemeentecollege of van aanneming van een nieuw meerderheids pact, zijn de bepalingen van de vorige paragrafen van toepassing op de nieuwe verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn. De dagen bedoeld in de §§ 1 en 2 van dit artikel worden vervangen door de eerste en de tweede maandag na de vergadering van de gemeenteraad waarop de motie van wantrouwen is aangenomen. »

Art. 5. Artikel 12 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12. § 1. Nu een meerderheids pact in de handen van de gemeentesecretaris werd neergelegd op de 2^e maandag van de maand november na de verkiezingen, worden de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn in openbare zitting aangewezen tijdens de installatievergadering van de gemeenteraad van de gemeente die de gebiedsomschrijving van het centrum vormt. Als het meerderheids pact niet binnen bovenbedoelde termijn ingediend wordt, worden de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn in openbare zitting van de gemeenteraad van de gemeente die de gebiedsomschrijving van het centrum vormt aangewezen binnen 30 dagen na de vergadering van de gemeenteraad waarop het meerderheids pact is aangenomen. Voor de indiening van de kandidatenlijsten worden de dagen bedoeld in de §§ 1 en 2 van artikel 11 vervangen door de eerste en de tweede maandag na de vergadering van de gemeenteraad waarop het meerderheids pact is aangenomen.

§ 2. In geval van toepassing van artikel 10, § 3, van deze wet worden de nieuwe leden aangewezen overeenkomstig de procedure die in § 1 vastligt. »

Art. 6. Artikel 13 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 14 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Wanneer een lid vóór het verstrijken" vervangen door de woorden "Wanneer een ander lid dan de voorzitter vóór het verstrijken";

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgende zin : "Als het te vervangen lid niet de hoedanigheid van gemeenteraadslid heeft, kan zijn plaatsvervanger geen gemeenteraadslid worden, tenzij de raad voor maatschappelijk welzijn voor minder dan één derde uit gemeenteraadsleden samengesteld is."

Art. 8. In artikel 15 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« De gemeenteraad, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, alsook de leden van wie de verkiezing nietig is verklaard en belanghebbende derden kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing een beroep bij de Raad van State instellen.

Binnen acht dagen na ontvangst van ieder beroep dat bij de Raad van State wordt ingesteld, deelt de hoofdgriffier van dit rechtscollege zulks mede aan de Regering, alsmede aan het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad. Hij geeft hen kennis van het arrest van de Raad van State.

Wanneer een nietigverklaring definitief geworden is, wordt er tot een nieuwe verkiezing overgegaan. »;

2° in § 3 worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt :

« Bij de geboorte of de adoptie van een kind kan het lid een verlof nemen. Het geeft het vast bureau schriftelijk kennis van zijn verlof, met melding van de begin- en einddatum ervan. Het verlof duurt maximum 20 weken. Het eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie.

Ter gelegenheid van het verlof bedoeld in het vorige lid wordt er voor de duur ervan in vervanging voorzien, overeenkomstig artikel 14, als de politieke fractie die de rechthebbende op genoemd verlof voorgedragen heeft, daarom verzoekt. »

Art. 9. Artikel 18 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 18. § 1. Een lid dat niet meer voldoet aan de één of andere verkiezbaarheidsvoorraarde mag zijn ambt niet langer uitoefenen.

Het college geeft de raad en betrokkene daar kennis van. Betrokkene kan binnen een termijn van vijftien dagen zijn verweermiddelen aan het college meedelen. De raad neemt akte van het verlies van de één of andere verkiezbaarheidsvoorraarde en stelt het ontslag van rechtswege vast. Hij gaat over tot de vervanging van het betrokken lid.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten van de Raad van State, wordt tegen die beslissing ingesteld. Het moet ingesteld worden binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Indien betrokkene zijn ambt blijft uitoefenen alhoewel hij zelfs zonder enige kennisgeving kennis heeft van de oorzaak van zijn afzetting, is hij strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 262 van het Strafwetboek.

§ 2. Een lid dat in één van de toestanden van onverenigbaarheid komt te verkeren, mag zijn ambt niet meer uitoefenen.

Het college geeft de raad en betrokkene daar kennis van. Betrokkene kan binnen een termijn van vijftien dagen zijn verweermiddelen aan het college meedelen. De raad neemt akte van de feiten die onverenigbaarheid als gevolg kunnen hebben en stelt het ontslag van rechtswege vast. Hij gaat over tot de vervanging van het betrokken lid.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten van de Raad van State, wordt tegen die beslissing ingesteld. Het moet ingesteld worden binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Indien betrokkene zijn ambt blijft uitoefenen alhoewel hij zelfs zonder enige kennisgeving kennis heeft van de oorzaak van zijn afzetting, is hij strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 262 van het Strafwetboek. »

Art. 10. In artikel 22, § 3, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "of afwezigheid" tussen de woorden "Bij verhindering" en "van de voorzitter" ingevoegd;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt volgend lid ingevoegd :

« De voorzitter die overeenkomstig artikel 15, § 3, verlof neemt, wordt ook als verhinderd beschouwd. »

Art. 11. In artikel 27, § 6, van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2005 en 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zesde lid wordt de zin "Wanneer het mandaat van een lid van het vast bureau of van een bijzonder comité eindigt" vervangen door de zin "Wanneer het mandaat van een ander lid van het vast bureau of van een bijzonder comité dan de voorzitter eindigt";

2° in het achtste lid worden de woorden "vierde lid" vervangen door de woorden "zesde lid".

Art. 12. Artikel 28, § 4, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt opgeheven.

Art. 13. In de artikelen 15, § 1, derde lid, 90, 93, § 4, en 112, van dezelfde wet worden de woorden "bestendige deputatie" telkens door het woord "provinciecollege" vervangen.

Art. 14. In artikel 33, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "het raadslid dat hem vervangt krachtens artikel 25, § 3," vervangen door de woorden "het raadslid dat hem vervangt krachtens artikel 22, § 3,".

Art. 15. In artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "van artikel 52, § 2, van de nieuwe gemeentewet" vervangen door de woorden "van artikel L1124-21 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie".

Art. 16. In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "de in artikel 20 bedoelde" vervangen door de woorden "de in artikel 17, § 1, eerste lid, bedoelde".

Art. 17. In artikel 46, § 6, 1^o, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "bestendige deputatie" door het woord "provinciecollege" vervangen.

Art. 18. In artikel 51 van dezelfde wet :

1^o worden de woorden "in artikel 283 van de nieuwe gemeentewet" vervangen door de woorden "in artikel 1215-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie";

2^o worden de woorden "vermeld in artikel 282, 1^o en 2^o, van de nieuwe gemeentewet" vervangen door de woorden "vermeld in artikel L1215-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie".

Art. 19. Artikel 34bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van artikel 31 zijn die vergaderingen openbaar. »

Art. 20. In artikel 88 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het derde lid van § 1 wordt het woord "Bestuursmemoriaal" vervangen door het woord "Provincieblad".

2^o in § 2 worden de woorden "de betaling van het bestaansminimum" vervangen door de woorden "de betaling van het leefloon".

Art. 21. In artikel 109 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "de voorzitter van het centrum voor maatschappelijk welzijn" vervangen door de woorden "de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn".

Art. 22. In artikel 114, vijfde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "Bij gebrek aan een ministerieel besluit tussengekomen binnen de voorgeschreven termijnen" vervangen door de woorden "Bij gebrek aan beslissing binnen de voorgeschreven termijnen".

Art. 23. Artikel 124 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 124. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn in de organen van de vereniging vertegenwoordigd door leden van hun raad voor maatschappelijk welzijn. Die leden worden door de raad volgens de bij artikel 27, § 6, tweede lid, bepaalde regels aangewezen voor de verkiezing van de leden van het vast bureau.

De bestuurders die de verenigde openbare centra voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigen, zijn van verschillende geslachten. Hun aantal mag niet hoger zijn dan één vijfde van het aantal leden van de raad voor maatschappelijk welzijn

De bestuurders die de verenigde centra vertegenwoordigen, worden aangewezen naar evenredigheid van het geheel van de raden voor maatschappelijk welzijn van de verenigde centra overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

Bij de berekening van die evenredigheid wordt er rekening gehouden met de eventuele statutaire criteria alsook met de facultatieve individuele verklaringen van appartenement of hergroepering, voor zover deze vóór 1 maart van het jaar na dat van de gemeente- en provincieverkiezingen aan de vereniging overgemaakt worden.

Daarentegen wordt bij de berekening van die evenredigheid geen rekening gehouden met de lijst(en) van raadsleden ingediend door een politieke fractie van de gemeenteraad die zich niet houdt aan de democratische principes die vermeld worden o.a. in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de additionele protocollen bij dat Verdrag van kracht in België, in de wet van 30 juli 1981 tot bestrafing van bepaalde door racisme of xenophobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestrafing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd en van degenen die bestuurder van een vereniging waren op het ogenblik van de feiten ingevolge waarvan ze veroordeeld werd voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of bij de wet van 23 maart 1995.

Bovendien heeft elke lijst van raadsleden ingediend door een democratische politieke fractie van de gemeenteraad die over minstens één afgevaardigde binnen één van de verenigde centra en over minstens één afgevaardigde in het Waals Parlement beschikt en niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het evenredigheidsstelsel bedoeld in het tweede lid, recht op een zetel. Die bijkomende zetel verleent in alle gevallen stemrecht aan de aldus aangewezen bestuurder. In dat geval is de beperking van het maximaal aantal bestuurders bedoeld in het tweede lid van dit artikel niet toepasselijk. »

Als een democratische politieke fractie die vertegenwoordigd is in het Waals Parlement en binnen één van de gemeenten waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met de vereniging verenigd is niet over een zetel binnen de raad van bestuur beschikt, wordt een bijkomende zetel toegekend. Die bijkomende zetel verleent in alle gevallen stemrecht aan de aldus aangewezen bestuurder.

De leden 1 tot 5 zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de vertegenwoordigers van de gemeenten.

Art. 24. De in artikel 124 van de wet bedoelde verenigingen die bestaan op de datum van inwerkingtreding van dit decreet moeten hun statuten vóór 3 december 2012 in overeenstemming brengen met dit decreet, onverminderd onderstaand lid.

De toepassing van artikel 23 geschiedt gelijktijdig met de installatie van de nieuwe bestuursraden na de gemeente- en provincieverkiezingen van 14 oktober 2012.

Art. 25. De artikelen 7, 2°, en 8 treden in werking op 3 december 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 april 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, (2011-2012) 568, nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 25 april 2012.

Bespreking.

Stemming.



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1416

[2012/202513]

**26 AVRIL 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le plan d'adaptation 2012-2014
du réseau de distribution d'électricité d'INTEREST**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 relatif à la révision du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité et l'accès à ceux-ci, notamment le Titre II;

Vu la concertation entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau INTEREST;

Vu l'avis de la CWaPE CD-11i05-CWaPE-344 du 5 septembre 2011 concernant le plan d'adaptation 2012-2014 du réseau de distribution d'électricité d'INTEREST;

Sur proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve le plan d'adaptation 2012-2014 du réseau de distribution d'électricité d'INTEREST.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 avril 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET